

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1906.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1906 (¹).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (²), PAR M. LEVIE

MESSIEURS,

Les questions de comptabilité budgétaire ont, cette année, retenu l'attention de la Section centrale.

L'honorable M. Denis, dans la séance de la Chambre du 21 décembre 1905, rendait hommage « à l'effort accompli, avec tant de ténacité, par M. de Smet » de Naeyer, pour donner à la comptabilité budgétaire plus de rigueur, pour » la rendre plus conforme à la nature des choses, à la vérité scientifique ».

La Section centrale, en s'associant à cet hommage, s'est demandé si, en ce qui concerne le Budget de la dette publique, il ne serait pas également opportun d'introduire d'utiles améliorations de forme.

* * *

Et tout d'abord, elle constate que la multiplicité des éléments dont il est formé (dette publique, rémunérations, pensions, intérêts sur cautionnements et consignations) donne lieu à des erreurs et à des conclusions aussi injustes que déconcertantes.

C'est ainsi que des publicistes autorisés ont pu voir dans les chiffres globaux du budget, la charge en intérêts et amortissement de notre Dette publique (³).

(¹) Budget, n° 4, II.

(²) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. RENKIN, COUSOT, FRÉDÉRIC, DELVAUX, LEVIE, DENIS et DOHET.

(³) Discours de MM. Hubert et Renkin à la séance de la Chambre du 17 mars 1904

Pour éviter d'aussi fâcheuses confusions, ne suffirait-il pas de supprimer pour les rattacher aux Budgets des départements qu'elles concernent, les pensions et les rémunérations en matière de milice, ainsi que les intérêts sur cautionnements et consignations ?

Les mots « dette publique » ont un sens clair et précis, qui exclut tout crédit étranger au service de la dette proprement dite.

Déarrassé de ces éléments quelque peu disparates, le Budget de la Dette publique serait en concordance plus parfaite avec le Budget extraordinaire, dont il découle.

On ne peut, d'ailleurs, semble-t-il, invoquer aucune raison de principe pour ne point porter au Budget de la Guerre les rémunérations en matière de milice.

On n'en peut invoquer non plus aucune pour ne point charger le Budget des Chemins de fer, par exemple, du crédit relatif aux pensions des chemins de fer, postes et télégraphes.

*
* *

La Section centrale s'est ensuite préoccupée du moyen pratique d'établir, ou plutôt de motiver et d'appuyer, d'une façon plus rationnelle et plus complète, le Budget de la Dette publique. Tel qu'il est dressé, en la forme traditionnelle, il ne donne et, théoriquement, ne doit donner aucun renseignement sur la nature des dépenses couvertes par les capitaux empruntés ou à emprunter, ni sur le département qui les a faites.

Le Budget de la Dette publique n'est, comme les autres budgets de dépenses ordinaires, qu'un relevé de prévisions pour l'exercice qui va s'ouvrir.

Le titre légal des emprunts, dont les intérêts et l'amortissement sont prévus à ce Budget, réside dans les budgets extraordinaires adoptés par les Chambres.

Une fois l'emprunt régulièrement émis, le service des intérêts et la dotation d'amortissement s'imposent tout naturellement par voie de conséquence, de telle sorte que le vote du Budget de la Dette publique semble n'être que de pure forme.

Pour se documenter sur la destination qu'ont reçue les capitaux empruntés, la législature possède les exposés de la situation générale du Trésor et les lois des comptes. C'est un travail qui n'est, pour les initiés, ni bien long, ni bien difficile.

Il faut cependant reconnaître que, malgré les mérites de notre comptabilité budgétaire, il reste des lacunes et des imperfections auxquelles il convient de chercher un remède.

La Section centrale croit bien faire en y insistant.

Au moment où elle se réunit pour entendre la lecture du présent rapport (le 1^{er} février 1906), elle a à sa disposition, comme tous les membres des deux Chambres, pour se prononcer sur les crédits qui lui sont soumis, les budgets extraordinaires des exercices antérieurs, l'exposé de la *situation générale du Trésor* au 1^{er} janvier 1905 et le *Compte rendu des chemins de fer pour 1904*.

C'est suffisant pour les capitaux émis en dette en 1904, mais insuffisant pour les autres : ce n'est, en effet, que dans quelques mois, quand elle recevra la *Situation du Trésor au 1^{er} janvier 1906* et le *Budget extraordinaire pour*

1906, que la Chambre connaîtra l'emploi des capitaux empruntés en 1905 et les prévisions pour 1906.

La Section centrale pourrait demander, à la vérité, ces renseignements à M. le Ministre des Finances, qui s'empresserait de les lui fournir.

Elle s'en abstient à dessein, afin de montrer la nécessité d'une mesure générale et définitive.

La législature est appelée à voter les crédits d'intérêts et d'amortissement de la dette émise et à émettre pendant les années 1905 et 1906 pour couvrir les dépenses sur ressources extraordinaires.

Il est désirable qu'elle puisse, avant d'émettre ce vote, trouver, dans un document officiel régulièrement distribué, le tableau détaillé des dépenses extraordinaires pour l'exercice écoulé et les prévisions pour l'exercice en cours. Et comment lui procurer ces renseignements, sinon par une annexe publiée en temps opportun : en janvier ou février par exemple; ou bien, et mieux, par la voie du Budget extraordinaire lui-même; et, dans ce cas, la discussion du Budget de la Dette publique, forcément ajournée, serait jointe à celle du Budget extraordinaire avec lequel il est d'ailleurs intimement lié.

*
* * *

La Section centrale croit remplir encore sa mission, en signalant l'incontestable utilité de formules plus simples et plus claires, à l'effet de mettre en plus vive lumière l'emploi des capitaux demandés à l'emprunt et d'une manière générale, la situation de nos finances publiques.

Déjà, l'honorable Ministre des Finances a, à diverses reprises, dressé des tableaux suggestifs, que notre Section centrale a reproduits à la suite d'un précédent rapport.

La question présente un intérêt tout particulier pour les chemins de fer et, à ce point de vue, elle a fait, à la Section centrale, dès 1902, l'objet d'un examen sérieux ⁽¹⁾.

Quels sont les capitaux engagés dans nos chemins de fer? Leurs charges réelles en intérêts, annuités et dotations d'amortissement? Leur productivité?

Assurément, les membres des deux Chambres peuvent puiser, de divers côtés, des éléments complets d'appréciation.

Le public aussi, s'il veut se donner quelque peine, arrivera par la presse et les discussions parlementaires, à se former une opinion.

Mais que d'erreurs, cependant, que de malentendus, sur la nature, l'importance et le rendement de notre dette publique! Comme, au surplus, sur toutes nos ressources et nos dépenses ordinaires!

Erreurs et malentendus qui pourraient si facilement prendre fin!

Nous avons, en Belgique, des centaines d'entreprises industrielles dont la situation est parfaitement connue grâce à deux documents, d'une unité, d'une simplicité et d'une clarté remarquables : le bilan et le compte de profits et pertes.

Au bilan : d'une part, l'actif; d'autre part, le passif de l'entreprise.

(1) Voir notre rapport sur le Budget de la Dette publique pour 1902, n° 68.

Au compte de profits et pertes : d'une part, les résultats de l'exercice ; d'autre part, ses charges.

Pourquoi ne pas procéder ainsi pour les finances de l'État et spécialement pour notre régie des chemins de fer ?

Combien savent, non seulement à l'étranger, mais en Belgique, que la très grosse partie de notre dette a été consacrée à la création, au rachat et au développement de notre réseau de chemins de fer !

Combien savent, notamment qu'au 1^{er} janvier 1903, ses dépenses *de premier établissement* s'élevaient à fr. 2,232,550,688 82 avec, pour 1904, une augmentation de fr. 71,303.160 30 !

Sait-on, aussi, combien, grâce au rendement progressif de nos régies pèse peu, en réalité, sur le Trésor, ou, pour mieux dire, sur l'impôt, le service des intérêts et de l'amortissement de notre dette, dont l'accroissement est de nature à impressionner des esprits insuffisamment ou mal informés !

Voilà ce qu'il faudrait faire apparaître à tous les yeux. Et ce serait chose aisée, si l'on recourait aux procédés entrés dans nos habitudes.

Un bilan pour les chemins de fer, notamment, comme pour nos sociétés industrielles, où figureraient, au passif, à l'instar d'un capital social, les capitaux que l'État y a engagés ; avec, comme contre valeur à l'actif, tout l'avoir des chemins de fer.

Un compte de profits et pertes, où on lirait, en regard des charges de l'exercice (annuités et pensions, frais d'exploitation, entretien renouvellement, etc.) les recettes de l'année.

L'examen détaillé des bilans successifs renseignerait immédiatement le lecteur sur la situation vraie de nos finances, et sur l'utilisation fructueuse des capitaux empruntés, de même que la comparaison des comptes de profits et pertes ferait ressortir la progression des recettes et, partant, la productivité de notre dette.

Il s'agit, en somme, du crédit national.

Et s'il faut, pour aboutir à des formules qui présentent plus d'unité, plus de simplicité et de clarté, modifier les lois en vigueur sur les divers points traités par la Section centrale, n'est-il pas vrai que le but à atteindre vaille la peine d'un effort législatif ?

Nous en faisons déjà l'observation dans notre rapport de 1902. « Lorsque » l'État se fait industriel, disions-nous, il semble désirable qu'il adopte une » comptabilité facile et rationnelle, alignant, d'une part, toutes les res- » sources de son entreprise, et de l'autre, toutes les charges de façon à » éclairer et renseigner l'opinion publique. »

Présenté et appuyé sous cette forme plus moderne, le Budget se justifierait de lui-même et mettrait en relief la solidité de nos finances publiques, que l'honorable Ministre des Finances caractérisait récemment dans les termes suivants :

« De 1893 à 1904, disait-il à la Chambre, le 24 novembre dernier, nous » avons consacré près de 750 millions à l'extension de notre réseau de » chemins de fer et de son outillage, et je vais citer à la Chambre trois » chiffres seulement qui marquent les progrès réalisés, grâce à cette » dépense.

- » Dans cet espace de dix ans, la puissance de traction de l'ensemble de nos locomotives a augmenté de 88 %/o...
- » Le tonnage du matériel de transport des marchandises s'est accru de 86 %/o et la valeur du matériel de transport des voyageurs de 167 %/o.
- » ... Nos emprunts, employés exclusivement à l'extension et à l'amélioration de notre outillage économique, sont le plus productif des placements d'État...
- » Comme le montre le tableau inséré à la page 23 de l'Exposé général du Budget pour 1906, notre dette pèse de moins en moins sur le contribuable. »

* * *

Nous faisons suivre ce tableau, dans une annexe, avec les observations dont l'Exposé général l'accompagne.

Il nous fournit des données précieuses sur l'accroissement de la dette consolidée et de ses charges en intérêts, amortissement et annuités, en même temps que sur l'accroissement du revenu net des capitaux empruntés pour des dépenses d'outillage économique directement productives.

Il importe de s'y arrêter.

Voici l'accroissement de la dette consolidée :

	Capital nominal.		Charges annuelles.
Au 31 décembre 1878. . . fr.	1,253,994,648 »		63,026,558 »
Au 31 décembre 1884. . . .	1,768,022,048 »		81,824,024 »
Au 31 décembre 1904. . . .	3,117,038,048 »		116,135,443 »

La dette a grossi rapidement, on le voit. Mais combien, par contre, a grossi plus rapidement le rendement des dépenses directement productives qu'elle a permis de faire !

Au 31 décembre 1878, ce revenu net est de 34,868,559 francs.

Au 31 décembre 1884, de 42,799,324 francs.

Au 31 décembre 1904, d'un bond, il monte à 93,023,839 francs.

Fin 1884, il ne couvrait que 52 %/o des charges de la dette.

Fin 1904, il arrive à en couvrir 80 %/o !

Ce résultat n'est-il pas décisif ?

On entend périodiquement des doléances sur l'énormité de notre dette, que, fort déraisonnablement, on compare à celle d'États qui n'ont pas de régie.

C'est un peu comme si l'on se lamentait sur le chiffre élevé du capital social d'entreprises industrielles bien assises et rémunératrices !

Chaque année, les faits et les chiffres apportant la réponse et elle est toujours la même.

La constante et progressive prospérité de la Belgique est la justification complète de sa politique financière.

A quelle crise redoutable n'eût-on pas abouti, au contraire, si, par exemple, au lieu d'augmenter notre dette de tant de millions consacrés à l'achat de locomotives, de wagons et de voitures, de façon à suivre les besoins croissants de notre expansion industrielle, l'État se fût, sous prétexte de prudence et d'économie, renfermé dans une imprévoyante et stérile inaction !

Il convient, enfin, de noter, à propos du tableau que nous reproduisons ci-après, une observation qui a son importance.

Le tableau se borne à renseigner, à la colonne 9, le revenu net des dépenses directement productives, sans y comprendre d'autres ressources ordinaires que le Trésor perçoit en dehors de l'impôt : telles, notamment, les sommes considérables que lui paie la Banque Nationale, etc. (1).

De ce chef donc, en réalité, notre situation financière est même sensiblement meilleure que celle qui se dégage d'un examen superficiel du tableau.

Cette situation apparaîtrait clairement et serait à l'abri de toute contestation, si l'honorable Ministre dressait le compte d'un exercice, dans la forme préconisée par la Section centrale.

Rien de plus simple ni de plus concluant.

D'une part, toutes les ressources ordinaires, avec deux totaux en vedette : le premier pour le rendement de nos impôts, le second pour toutes nos autres recettes, subdivisées elles-mêmes en deux catégories (celles qui proviennent des dépenses directement productives et celles qui ont une autre provenance).

D'autre part, toutes nos dépenses ordinaires avec deux totaux corrélatifs : le premier pour toutes les dépenses étrangères à la dette publique, le second pour les intérêts, annuités et dotation d'amortissement de notre dette.

Le rapprochement de ces groupes de chiffres montrerait, mieux que tous les rapports et que tous les discours, la solidité de nos finances.

Quand un pays peut aligner, en dehors de l'impôt, des ressources ordinaires pour une somme totale presque équivalente au montant des charges annuelles de sa dette, il peut envisager l'avenir avec une entière confiance.

Ainsi se vérifient une fois de plus, et avec plus d'évidence que jamais, ces paroles de M. Malou, que nous citons l'an dernier : « Ailleurs, disait-il à la » Chambre le 20 mai 1876, le Budget de la Dette publique, c'est l'histoire » des malheurs, des guerres que les pays ont subis. Chez nous, c'est l'instrument, le mobile, le signe évident du progrès, de la prospérité du pays. »

*
* *

Les crédits demandés pour l'exercice 1906 s'élèvent
en totalité à fr. 164,757,285 52

Les crédits alloués pour 1905 s'élevaient à 156,824,431 92

Soit, pour 1906, un augmentation de 7,932,793 60
dont le projet donne le détail.

*
* *

Au 1^{er} janvier 1905, notre dette consolidée montait
à fr. 3,117,038,023 12

Le 1^{er} janvier 1906, elle passe à 3,220,934,123 12

Quant à la dette flottante, elle était, au 1^{er} janvier
1905, de 37,546,000 00

Au 1^{er} janvier 1906, elle est ramenée à 25,540,000 00

(1) Discours de M. Hubert à la séance du 17 mars 1904, pp. 1023 et suivantes.

Examen du Budget en Sections.

1^{re} Section adopté par 10 voix et 2 abstentions

2^e — — 11 — 1 —

3^e — — 10 — 4 —

4^e — — 9 — 2 —

5^e — — 9 contre 2. 2 —

6^e — à l'unanimité moins 1 abstention.

Examen en Section centrale.

Le Budget est adopté à l'unanimité, moins une abstention.

En conséquence, la Section centrale vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
MICHEL LEVIE.

Le Président,
ALF. HARMIGNIE.

Dette consolidée et Dette flottante.

A. — Dette consolidée.

La situation de la dette consolidée s'établissait, au 1^{er} janvier 1905, comme il suit :

Dette à 2 1/2 %	fr. 219,959,631 74
— à 3 % (1 ^{re} série)	443,391,000 »
— à 3 % (2 ^e série)	2,218,464,482 22
— à 3 % (3 ^e série)	232,396,600 »
— à 3 % (servitudes militaires)	2,826,354 16
TOTAL.	fr. 3,117,038,048 12

Il y a lieu d'en déduire une fraction d'obligation de la Compagnie du Luxembourg remboursée en numéraire en 1905

.	fr. 28 »
RESTE.	fr. 3,117,038,023 12

La dette s'est augmentée en 1905 des émissions suivantes :

A. — En titres à 3 % 1^{re} série :

1^o En vertu des arrêtés royaux des 22 juin et 26 mai 1905 pris en exécution des lois du 24 mai et du 24 octobre 1902

2^o En vertu de l'arrêté royal du 13 octobre 1905 pris en exécution de la loi du 26 août 1903

Fr. 20,721,200 »

B. — En titres à 3 %, 2^e série :

1^o En vertu des arrêtés royaux rappelés ci-dessus respectivement :

1^o fr. 85,722,300 »

2^o 5,556,600 »

91,278,900 »

A REPORTER. . . . fr. 112,000,000 » 3,117,038,023 12

REPORT. . fr. 112,000,000 » 3,117,038,023 »

C — En titres à 3 %, 3^e série :

En vertu de la disposition rappelée
sous le 1^o ci-dessus. 4,532,400 »

116,532,500 »

ENSEMBLE. . . . fr. 3,233,570,523 12

Par contre la dette à été réduite, pendant la même
année, à concurrence du capital des titres rachetés pour
l'amortissement, savoir :

1^o En dette à 3 %, (1^{re} série) . . . fr. 1,711,400 »
2^o En dette à 3 %, (2^e série) 9,597,300 »
3^o En dette à 3 %, (3^e série). 1,527,700 »

12,636,400 »

Au 31 décembre 1903, la dette consolidée s'élevait donc
au capital de fr. 3,220,934,123 12

Se décomposant de la manière suivante :

Dette à 2 1/2 %. fr. 219,959,631 74
— à 3 % (1^{re} série) 462,400,775 «
— à 3 % (2^e série) 2,300,346,082 22
— à 3 % (3^e série) 238,401,300 »
— à 3 % (Servitudes militaires) 2,826,334 16

ENSEMBLE. . . . fr. 3,220,934,123 12

B. Dette flottante.

Au 1^{er} janvier 1903, la dette flottante s'élevait à . . fr. 37,546,000 »

Les opérations auxquelles a donné lieu, en 1903, le
services des Bons du Trésor, émission, renouvellement, et
remboursement, se traduisent à la fin de l'année par une
diminution de capital en circulation de fr. 12,006,000 »

Au 31 décembre 1903, la dette flottante s'élevait donc
au chiffre de. fr. 25,540,000 »

ANNEXE.

Tableau présentant la comparaison entre l'accroissement de la dette et l'accroissement du revenu net des capitaux empruntés pour des dépenses d'outillage économique directement productives ⁽¹⁾.

ÉPOQUES ENVISAGÉES.	CAPITAL nominal de la dette consolidée.	CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE.					DÉPENSES D'OUTILLAGE économique directement productives.		DIFFÉRENCE: entre les charges de la dette (col. 7) et le revenu net porté dans la colonne 9.	QUOTITÉ des charges de la dette (Col. 7)		POPULATION DU ROYAUME.	SOMME annuelle supportée par chaque habitant du chef des charges de la dette non converties par le revenu net des capitaux empruntés (colonne 10).									
		INTÉRÊT ET AMORTISSEMENT DE LA DETTE CONSOLIDÉE.			Annuités portées au Budget de la Dette publique.	Total des charges.	Montant des capitaux empruntés.	Revenu net des capitaux empruntés.		convertie par le revenu net des capitaux empruntés (Col. 9).	non convertie par le revenu net des capitaux empruntés (Col. 10.)											
		Intérêts de la dette en circulation.	Dotation d'amortisse- ment et intérêts des capitaux amortis.	Total.																		
														3	4	5	6	7	8	9	10	11
31 déc. 1878.	1,253,994,648	91	45,326,614	71	3,868,245	66	49,194,861	37	13,831,697	»	63,026,558	37	974,120,087	59	34,868,559	73	28,157,998	64	55.32 %	44.68 %	5,476,939	5.14
31 déc. 1884.	1,768,022,048	91	62,294,231	80	5,698,095	65	67,992,327	45	13,831,697	»	81,824,024	45	1,245,590,712	44	42,799,324	21	39,024,700	24	52.31 %	47.69 %	5,784,958	6.75
31 déc. 1904.	3,117,038,048	12	92,411,342	99	9,605,295	69	102,016,637	78	14,118,806	»	116,135,443	78	2,143,311,413	89	93,023,839	41	23,111,604	37	80.10 %	19.90 %	7,974,910	3.27

⁽¹⁾ Chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, marine, domaine privé de l'État.

A mesure donc que notre dette nationale s'augmente des capitaux empruntés pour notre outillage économique, on voit les revenus directs du domaine national progresser en manière telle que la charge réellement supportée par le contribuable du chef des intérêts et de l'amortissement de la dette totale tend sans cesse à décroître.

Et le résultat qu'accuse le tableau ci-dessus serait bien plus favorable encore s'il était possible de faire état du produit indirect des nombreux capitaux consacrés aux dépenses d'ordre économique indirectement productives : routes, ports, voies navigables.

Pratiqué comme il l'est de nos jours dans notre pays, l'emprunt enrichit la nation de trois manières :

D'une part, il met à sa disposition l'outillage nécessaire à son commerce, à son industrie, à sa vie et à son expansion économiques;

D'autre part, il a pour résultat d'alléger finalement les charges à supporter par l'impôt;

Enfin, il aboutit à augmenter le domaine collectif national, à l'expiration du délai d'amortissement, d'un actif libre de toute charge.

Le Gouvernement ne craint pas de l'affirmer, c'est grâce au rendement direct ou indirect des capitaux employés à développer les forces productrices de la nation qu'il lui a été possible, sans relever le taux des impôts, d'incorporer au Budget général près de 27 millions de charges retirées du Budget extraordinaire, et de faire face en même temps à des charges nouvelles telles qu'une augmentation de 11 millions à peu près du chef de la rémunération en matière de milice et une dépense totale de 17 millions pour la participation de l'État à la constitution des pensions de vieillesse, sans parler de l'accroissement normal des crédits affectés aux divers services publics ⁽¹⁾.

(1) Budgets des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1906. — Exposé général, pp. xxiii et xxiv.



(17)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1906.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

Dit jaar werd de bijzondere aandacht der Middenafdeeling gevestigd op de begrootings-comptabiliteit.

Ter Kamerzitting op 21 December 1905, bracht de achtbare heer Denis hulde « aan het zoo taai streven van den heer de Smet de Naeyer, om de begrootings-comptabiliteit strenger te maken en meer in overeenstemming te brengen met den aard der zaken en de wetenschappelijke waarheid ».

De Middenafdeeling treedt toe tot deze hulde, doch stelde zich de vraag of het insgelijks voor de Begrooting van 's Lands Schuld niet noodig ware, nuttige verbeteringen in den vorm aan te brengen.

* * *

Eerst en vooral doet zij uitschijnen dat de veelvuldige bestanddeelen dezer begrooting ('s lands schuld, bezoldigingen, pensioenen, interesten op borgen en consignatiën) aanleiding geven tot vergissingen en zoo onrechtvaardige als ontmoedigende gevolgtrekkingen.

Zoo komt het dat gezaghebbende publicisten in de algemeene cijfers der begrooting aantreffen den last aan interesten en uitdelging van 's Lands schuld (3).

(1) Begrooting, n^o 4, II.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMIGNIE, bestond uit de heeren RENKIN, COUSOT, F. DELVAUX, LEVIE, DENIS en DOHET.

(3) Redevoeringen van de heeren Hubert en Renkin, ter vergadering van 17 Maart 1904.

Om zulke jammerlijke verwarring te voorkomen, ware 't wellicht voldoende de pensioenen en de vergeldingen in zake van militie, alsmede de interesten op borgen en consignatiën over te brengen op de Begrootingen der departementen waartoe zij behooren.

De woorden « 's lands schuld » hebben een klaren en duidelijken zin, welke alle krediet uitsluit dat vreemd is aan den dienst der eigenlijke schuld.

Werd de Begrooting van s' Lands Schuld ontslagen van die wat bonte bestanddeelen, zij zou beter overeenkomen met de Buitengewone Begrooting, waarvan zij een uitvloeisel is.

Overigens kan er, naar het schijnt, geene reden van grondbeginsel worden ingeroepen om de vergeldingen in zake van militie niet over te brengen op de Begrooting van Oorlog.

Evenmin kan er eene reden worden aangehaald om het krediet voor pensioenen betreffende spoorwegen, posterijen en telegraphen niet te brengen op de Begrooting van Spoorwegen.

*
* *

Vervolgens zocht de Middenafdeeling naar een practisch middel om op redematiger en vollediger wijze de Begrooting van 's Lands Schuld vast te stellen, of liever ze te staven en te steunen. Zooals zij in den gebruikelijken zin is opgemaakt, verstrekt zij en moet zij, theoretisch, geene inlichtingen hoegenaamd geven over den aard der uitgaven, gedekt met de ontleende of te ontleenen kapitalen, noch over het ministerie dat die uitgaven deed.

De Begrooting van 's Lands Schuld is, zooals de andere begrootingen van gewone ontvangsten, niets anders dan eene opsomming van ramingen voor het volgende dienstjaar.

De wettelijke aanleiding tot de leeningen, waarvan de interesten en de uitdelging in deze Begrooting zijn voorzien, is te vinden in de door de Kamers goedgekeurde buitengewone begrootingen.

Is eenmaal de leening regelmatig uitgegeven, dan is het natuurlijk gevolg daarvan dat de interesten worden betaald en eene jaarsom tot uitdelging wordt bepaald, derwijze dat de Begrooting van 's Lands Schuld slechts in den vorm schijnt te bestaan

Om inlichtingen te verwerven over de bestemming der ontleende kapitalen, bezit de Wetgeving de verslagen over den algemeenen toestand der Schatkist en de rekeningsvvetten. Voor ingewijden kan dat spoedig en gemakkelijk geschieden.

Toch hoeft men te bekennen, dat ondanks de verdienstelijke comptabiliteit onzer begrootingen, er nog leemten en onvolmaaktheden bestaan, die men moet trachten te verhelpen.

De Middenafdeeling acht het raadzaam daarop aan te dringen.

Op 't oogenblik toen zij vergaderde om dit verslag te hooren voorlezen (1^{ste} Februari 1906), beschikte zij, evenals al de leden van beide Kamers, om over de haar voorgedragen kredieten te oordeelen, over de buitengewone begrootingen van vroegere dienstjaren, het *Verslag over den algemeenen toestand der Schatkist* op 1^{ste} Januari 1905 en het *Verslag over de spoorwegen* voor 1904.

Dat is toereikend voor de kapitalen, in schuld uitgeschreven in 1904, doch ontoereikend voor de andere : trouwens, eerst over eenige maanden, wanneer zij den *Toestand der Schatkist op 1^e Januari 1906* en de *Buitengewone Begrooting* voor 1906 ontvangt, zal de Kamer weten welk gebruik er werd gemaakt van de in 1905 ontleende kapitalen en de ramingen voor 1906 kennen.

De Middenafdeeling zou, wel is waar, deze inlichtingen kunnen vragen aan den Heer Minister van Financiën, die ze onverwijld zou leveren.

Opzettelijk ziet zij daarvan af, om te bewijzen dat een algemeene en bepaalde maatregel dient te worden genomen

De Wetgeving heeft te stemmen over de kredieten voor interesten en delging der uitgeschreven en in de jaren 1905 en 1906 uit te schrijven schuld tot het bestrijden van de uitgaven met de buitengewone geldmiddelen.

't Ware te wenschen dat zij, alvorens die stemming uit te brengen, in eene regelmatig rondgedeelde ambtelijke oorkonde kon vinden eene omstandige tabel voor de buitengewone uitgaven in het afgelopen dienstjaar en de ramingen voor het loopende. En hoe kan men haar deze inlichtingen verschaffen? Of door eene bijlage, ten gepasten tijde, bij voorbeeld in Januari of in Februari afgekondigd, of, en beter nog, bij wijze van de Buitengewone Begrooting zelve; en in dit geval moet het behandelen van de Begrooting van 's Lands Schuld worden vereenigd met dit van de Buitengewone Begrooting, waaraan zij overigens ten nauwste is verbonden.

* * *

De Middenafdeeling oordeelt verder dat zij hare taak vervult, wanneer zij beweert dat het onbetwistbaar nuttig is eenvoudigere en duidelijker formules te leveren, ten einde beter te doen uitschijnen het gebruik van de kapitalen, voortkomende van leeningen, en over 't algemeen den toestand van 's Lands financiën.

De achtbare Minister van Financiën maakte reeds gedachtenrijke tabellen op, welke door onze Middenafdeeling werden toegevoegd aan een voorgaande verslag.

Het vraagstuk is van gansch bijzonder belang voor de spoorwegen en werd in dat opzicht reeds in 1902 ernstig onderzocht door de Middenafdeeling (1).

Welke kapitalen zijn aangelegd in onze spoorwegen? Wat zijn hunne wezenlijke lasten aan interest, annuïteiten en delgings-dotatie? Wat brengen zij op?

Voorzeker kunnen de leden van beide Kamers van verschillende zijde volledige middelen tot beoordeeling vinden.

Ook het publiek, wil het zich eenige moeite getroosten, kan zich, door middel van de dagbladen en de parlementaire beraadslagingen, een oordeel vormen.

Doch wat al dwalingen, evenwel, wat al misverstand over den aard, het bedrag en de opbrengst van 's Lands schuld, evenals aangaande onze geldmiddelen en onze gewone uitgaven!

(1) Zie ons verslag over de Begrooting van 's Lands Schuld voor 1902, n^o 68.

Aan die dwalingen en aan dat misverstand kan echter zoo gemakkelijk een einde komen!

In België is de toestand van honderden nijverheidsondernemingen zeer goed gekend door iedereen, dank zij twee merkwaardig eenvormige, eenvoudige en heldere stukken : de balans en de winst- en verliesrekening.

In de balans treft men aan : eenerzijds het actief, anderzijds het passief der onderneming.

Op de winst- en verliesrekening : eenerzijds de uitslagen van het dienstjaar; anderzijds de lasten.

Waarom handelt men niet aldus voor Staats financiën, inzonderheid voor het beheer van onze spoorwegen?

Hoevelen weten, niet enkel in den vreemde, maar ook in België, dat onze schuld voor het grootste deel werd besteed aan het inrichten, naasten, uitbreiden van ons spoorwegnet?

Hoevelen weten namelijk dat op 1 Januari 1903 de *aanlegkosten* twee milliarden 232,530,688 frank 82 centiemen kosten met eene toeneming van fr. 71,303,160.30 in 1904?

Weet men ook hoe weinig, dank zij de toenemende opbrengst onzer regie's, het betalen van de interesten en de delging onzer schuld, welker toeneming van aard is om ontoereikend of slecht ingelichte lieden te bekommeren, eigenlijk drukt op de schatkist, of om beter te zeggen, op de belastingschuldigen?

Dat zou men voor iedereen duidelijk moeten doen uitschijnen. En 't ware gemakkelijk, zoo er gebruik werd gemaakt van de bij ons gebruikelijke middelen.

Eene balans voor de spoorwegen namelijk, zooals die onzer nijverheidsvennootschappen, waarop, in den aard van een maatschappelijk kapitaal, op het passief zouden voorkomen de kapitalen, door den Staat daarin belegd; als tegenwaarde, op het actief, de gansche waarde onzer spoorwegen.

Eene winst- en verliesrekening, waarop men tegenover de lasten van het dienstjaar (annuïteiten en pensioenen, bedrijfskosten, onderhoud, vernieuwing, enz.) de ontvangsten gedurende het jaar zou aantreffen.

Een nauwkeurig onderzoek der achtereenvolgende balansen zou den lezer dadelijk inlichten over den wezenlijken toestand onzer financiën en over het vruchtbaar gebruik van de ontleende kapitalen, en de vergelijking der winst- en verliesrekeningen zou die toenemende ontvangsten en bijgevolg de vruchtbaarheid onzer schuld insgelijks aantoonen.

Hier geldt het eigenlijk 's lands krediet.

En moeten wij, om meer eenvormige, eenvoudige, duidelijke formules te verwerven, de bestaande wetten wijzigen voor de onderscheiden door de Middenafdeeling behandelde punten, verdient het te bereiken doel niet eene inspanning vanwege de Wetgeving?

Dat deden wij reeds volgenderwijs opmerken in ons verslag van 1902 :
« Wanneer de Staat zich aanstelt als nijveraars, schijnt het wenschelijk dat » hij eene gemakkelijke en redematige boekhouding voert, waarbij eener- » zijds al de inkomsten zijner onderneming en anderzijds al de lasten » worden vermeld, derwijze om de openbare meening in te lichten. »

In dezen meer modernen vorm voorgesteld en gestaafd, zou de Begrooting zich zeker wettigen en de hechtheid van 's Lands geldwezen doen uitkomen. Onlangs kenmerkte de achtbare Minister hem volgenderwijs :

- » Van 1893 tot 1904, zegde hij, ter Kamer, den 24^{de} November laatstleden,
- » hebben wij meer dan 750 millioen besteed tot het uitbreiden van ons
- » spoorwegnet en dezer toerusting, en ik zal enkel deze cijfers aanhalen, om,
- » dank zij deze uitgave, den verwezenlijkten vooruitgang te bewijzen.
- » In dit tijdsverloop van tien jaar, vermeerderde de trekkracht van al onze
- » locomotieven met 88 %.
- » De tonnenmaat van 't materieel voor het goederenvervoer vermeerderde
- » met 86 %, en de waarde van het materieel voor het vervoer van reizigers,
- » met 167 %.
- » Onze leeningen, uitsluitend gebruikt tot uitbreiding en verbetering van
- » onze toerusting op economisch gebied, zijn de vruchtbaarste geldbelegging
- » van den Staat
- » Zooals blijkt uit de tabel, voorkomende op bladzijde 23 van de Algemeene
- » Toelichting der Begrooting voor 1906, drukt onze schuld gestadig minder
- » op den schatplichtige. »

* * *

Deze tabel volgt hierachter, met de opmerkingen, die de Algemeene Toelichting er aan toevoegt.

Daarin vinden wij kostbare bijzonderheden over de toeneming der gevestigde schuld en dezer lasten aan interesten, delging en annuïteiten, en tevens over de toeneming van het zuiver inkomen der kapitalen, welke werden ontleend ten behoeve van rechtstreeks winstafwerpende uitgaven voor economische inrichting.

Het is noodig daarbij stil te blijven.

Ziehier hoe de gevestigde schuld toeneemt :

	Nominaal kapitaal.		Jaarlijksche lasten.
Op 31 December 1878	. fr. 4,253,994,648	»	63,026,558
Op 31 December 1884	. . . 4,768,022,048	»	81,824,024
Op 31 December 1904	. . . 3,117,038,048	»	116,135,443

Zooals men ziet, nam de schuld spoedig toe. Doch hoeveel spoediger vermeerderde daarentegen de opbrengst der rechtstreeks winstafwerpende uitgaven, die daarmede konden worden gedaan!

Op 31 December 1878, beloopt het zuiver inkomen 34,868,539 frank.

Op 31 December 1884, 42,799,324 frank.

Op 31 December 1904 stijgt het ineens tot 93,023,839 frank.

Einde 1884, dekte het slechts 52 % van de lasten der schuld.

Einde 1904, dekt het er 80 %!

Is dat geen afdoende uitslag?

Gestadig hoort men klagen over onze overgroote schuld, welke men heel onredelijk vergelijkt met die van Staten welke geene regie hebben.

Dat is zoo wat alsof er werd geklaagd over het hooge cijfer van het maat

schappelijk kapitaal van nijverheidsondernemingen die stevig zijn en winst afwerpen!

Ieder jaar wordt er met feiten en cijfers geantwoord, en dit antwoord is steeds hetzelfde.

De gestadige en toenemende bloei van België rechtvaardigt volstrekt dezen financieele politiek.

Tot welke geduchte crisis ware men integendeel niet geraakt, indien de Staat, bij voorbeeld, in stede van onze schuld te vermeerderen met zooveel millioenen, besteed tot het aankopen van locomotieven, wagens en rijtuigen, ten einde de toenemende behoeften onzer nijverheidsuitbreiding te bevredigen, onder voorwendsel van vooruitzichtigheid en bezuiniging, in eene onvoorzichtige en onvruchtbare werkeloosheid ware gebleven!

Eindelijk dient, naar aanleiding van de verder medegedeelde tabel, eene niet onbelangrijke opmerking te worden gemaakt.

In de 9^e kolom der tabel wordt enkel opgegeven de zuivere opbrengst der rechtstreeks winstafwerpende uitgaven, zonder de andere gewone ontvangsten der Schatkist behalve de belastingen, als bij voorbeeld de aanzienlijke sommen, haar betaald door de Nationale Bank ⁽¹⁾.

Uit dien hoofde is onze financieele toestand dus eigenlijk veel beter dan zou blijken uit een oppervlakkig raadplegen der tabel.

Deze toestand blijkt duidelijk en zou onbetwistbaar zijn, indien de achtbare Minister de rekening van een dienstjaar wilde opmaken in den door de Middenafdeeling voorgestelden vorm.

Niets is eenvoudiger en meer afdoende.

Eenerzijds, al de gewone ontvangsten, met twee goed uitschijnende totalen: het eerste, van de opbrengst onzer belastingen; het tweede, van al onze andere ontvangsten, zelve onderverdeeld in twee klassen (diegene welke voortspuiten uit rechtstreeks winstgevende uitgaven en diegene welke een anderen oorsprong hebben).

Anderzijds, al onze gewone uitgaven, met twee daarmee in wederzijdsche betrekking staande totalen: het eerste, van al de uitgaven die vreemd zijn aan de openbare schuld; het tweede, van de interesten, annuïteiten en delgingsdotatie onzer schuld.

Uit de vergelijking van die cijfergroepen zou beter dan uit alle verslagen en redevoeringen de hechtheid onzer financiën blijken.

Kan een land, behalve de belastingen, gewone uitgaven aanstippen voor eene som nagenoeg overeenkomend met het bedrag van de jaarlijksche lasten zijner schuld, dan mag het vol vertrouwen de toekomst te gemoet zien.

Zoo worden eens te meer en nog duidelijker dan ooit bewaarheid deze woorden van den heer Malou, welke wij verleden jaar aanhaalden: « Elders, zegde hij ter Kamer op 20 Mei 1876, is de begrooting van 's lands schuld de » geschiedenis der ongelukken, der oorlogen welke de landen ondergingen. » Hier is zij het werktuig, de hefboom, het welsprekend bewijs van 's lands » vooruitgang en bloei. »

(1) Redevoering van den heer Hubert, vergadering van 17 Maart 1904, blz. 1028 en vlgg.

, + .

De kredieten, aangevraagd voor het dienstjaar 1906,
 beloopt te zamen. fr. 164,787,285 52
 In 1905 werden er toegekend voor 156,824,491 92
 Dus in 1906 7,932,793 60
 meer, waarover bijzonderheden worden opgegeven in het ontwerp.

*
**

Op 1^{ste} Januari bedroeg onze gevestigde schuld . fr. 3,117,038,023 12
 Den 1^{sten} Januari 1906 bereikt zij. 3,220,934,123 12
 De vlottende schuld bedroeg op 1^{ste} Januari 1905 . . . 37,546,000 00
 Den 1^{sten} Januari 1906 is zij gedaald tot 25,540,000 00

Onderzoek van de Begrootingen in de Afdelingen.

1^{ste} Afdeling goedgekeurd met 10 stemmen en 2 onthoudingen
 2^o — — 11 — 1 —
 3^o — — 10 — 4 —
 4^o — — 9 — 2 —
 5^o — — 9 tegen 2 en 2 —
 6^o — eenparig min 1 onthouding.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De Begroting wordt eenparig goedgekeurd, min ééne onthouding.
 Bijgevolg stelt de Middenafdeeling u voor, ze insgelijks goed te keuren.

De Verslaggever,
 MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,
 ALF. HARMIGNIE.

Gevestigde schuld en vlottende Schuld.

A. — Gevestigde schuld.

De toestand der gevestigde schuld was op 1 Januari 1903 als volgt :

Schuld 2 1/2 %	fr. 219,959,631 74
— 3 % (1 ^e reeks)	443,391,000 »
— 3 % (2 ^e reeks)	2,218,464,482 22
— 3 % (3 ^e reeks)	232,396,600 »
— 3 % (krijgsdienstbaarheden)	2,826,334 16
TOTAAL.	fr. 3,117,038,048 12

Daarvan dient te worden afgetrokken een gedeelte eener obligatie van de « Compagnie du Luxembourg » in 1903 in specie uitgekeerd

fr. 25 »

BLIJFT. fr. 3,117,038,023 12

De schuld vermeerderde in 1903 met de volgende uitgiften :

A. — In titels 3 %, 1^e reeks :

1^o Krachtens de koninklijke besluiten van 22 Juni en 26 Mei 1903 genomen ter uitvoering der wetten van 24 Mei en 24 October 1902 fr. 20,589,000 »

2^o Krachtens het koninklijk besluit van 13 October 1903 genomen ter uitvoering der wet van 26 Augustus 1903 132,200 »

Fr. 20,721,200 »

B. — In titels 3 %, 2^e reeks :

1^o Krachtens de koninklijke besluiten, respectievelijk hierboven herinnerd :

1^o fr. 85,722,300 »

2^o 5,556,600 »

91,278,900 »

OVER TE DRAGEN fr. 112,000,000 » 3,117,038,023 12

OVERGEBRACHT. . fr. 112,000,000 » 3,117,038,023 »

C. — In titels 3 $\frac{1}{2}$ %, 3^e reeks :

Krachtens de bepaling, onder het 1^o
hiervoren herinnerd 4,532,400 »

116,532,500 »
TE ZAMEN. fr. 3,233,570,523 12

Daarentegen werd de schuld hetzelfde jaar verminderd
tot beloop van het kapitaal der voor de delging afgekochte
titels, te weten :

1^o In schuld 3 $\frac{1}{2}$ % (1^{ste} reeks) fr. 1,711,400 »
2^o — 3 $\frac{1}{2}$ % (2^e reeks) 9,597,300 »
3^o — 3 $\frac{1}{2}$ % (3^e reeks) 1,527,700 »

12,636,400 »

Op 31 December 1903, beliep de gevestigde schuld dus
een kapitaal van fr. 3,220,934,123 12

Onderverdeeld als volgt :

Schuld 2 $\frac{1}{2}$ % fr. 219,959,631 74
— 3 $\frac{1}{2}$ % (1^{ste} reeks) 462,400,775 »
— 3 $\frac{1}{2}$ % (2^e reeks) 2,300,346,082 22
— 3 $\frac{1}{2}$ % (3^e reeks) 235,401,500 »
— 3 $\frac{1}{2}$ % (krijgsdienstbaarheden) 2,826,334 16

TE ZAMEN. fr. 5,220,934,123 12

B. — *Vlottende schuld.*

Op 1^{ste} Januari 1903 bedroeg de vlottende schuld . fr. 37,546,000 »

De verrichtingen, waartoe de beweging der Schatkist-
bons in 1903 aanleiding gaf, — uitgifte, vernieuwing en
uitkeering, — gaven op 't einde des jaars eene verminde-
ring op het in omloop zijnde kapitaal van fr. 12,006,000 »

Op 31 December 1903, bereikte de vlottende schuld
dus het cijfer fr. 25,540,000 »

BIJLAGE.

Tabel gevende de vergelijking tusschen de toeneming der schuld en de toeneming van het zuiver inkomen der ontleende kapitalen uit hoofde van rechtstreeks winstafwerpende uitgaven voor economische inrichting ⁽¹⁾.

BEOOGDE TIJDVAKKEN	NOMINAAL kapitaal der geconsolideerde schuld.	LASTEN DER OPENBARE SCHULD						UITGAVEN voor economische inrichting, die rechtstreeks winst afwerpen.			VERSCHIL tusschen de lasten der schuld (kol 7) en het zuiver inkomen gebracht in kolom 9.	BEDRAG van de lasten der schuld (kol 7) gedekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kol 9) niet gedeekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kol 10).	BEVOLKING VAN HET RIJK	JAARLIJKSE som op iederen inwoner drukkende uit hoofde der lasten van de schuld niet gedeekt door het zuiver inkomen der ontleende kapitalen (kolom 11)
		INTEREST EN DELGING DER GECONSOLIDEERDE SCHULD.			Op de Begroeting der Openbare Schuld gebrachte ka- pitalen.	TOTAAL der lasten	TOTAAL							
		Interest der in omloop zijnde schuld.	Dotatie tot delging en interessen der gedeelde kapitalen	TOTAAL										
								3	4	5				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13		
31 dec. 1878	1,257,994,648 91	45,325,614 71	3,868,245 66	49,194,861 37	13,831,697 »	63,026,558 37	974,120,087 59	34,868,559 73	28,157,998 64	55.32 % 44 68 %	5,476,939	5.14		
31 dec. 1884	1,768,022,048 91	62,294,231 80	5,698,095 65	67,992,327 45	13,831,697 »	81,824,024 45	1,245,590,712 44	42,799,324 21	39,024,700 24	52.31 % 47 69 %	5,784,956	6.75		
31 dec. 1904	3,117,038,048 12	92,411,342 09	9,505,295 69	102,015,637 78	14,118,806 »	116,135,443 78	2,143,311,413 89	93,023,839 41	23,111,604 37	80.10 % 10.90 %	7,974,910	3.27		

(1) Spoorwegen, posternijen, telegraphen en telefoon. zeswezen, privaat domein van den Staat.

⁽¹⁾ Spoorwegen, posten, telegraphen en telefoon, zeewezen, privaat domein van den Staat.

Dus, naarmate onze nationale schuld vermeerderd met de kapitalen ontleend voor onze economische inrichting, ziet men de rechtstreeksche inkomsten van het nationaal domein vooruitgaan op zulke wijze, dat de door den belastingschuldige werkelijk gedragen last wegens interest en uitdelging der algeheele schuld, eene gestadige strekking tot vermindering heeft.

En de door de voorgaande tabel aangeduide uitslag zou nog gunstiger zijn, indien het mogelijk ware rekening te houden van de onrechtstreeksche opbrengst der veelvuldige kapitalen besteed aan onrechtstreeks winstafwerpende uitgaven van economische orde : banen, havens, bevaarbare waterwegen.

Zooals ten huidigen dage in ons land met de leening wordt gehandeld, groeit de rijkdom der natie op drieërlei wijze aan :

Eenerzijds, wordt door de leening te harer beschikking gesteld de inrichting die noodig is voor haren handel, hare nijverheid, voor haar economisch leven en uitzetting ;

Anderzijds, heeft zij tot uitslag, de door de belasting te dragen lasten ten slotte te verlichten.

Eindelijk, de leening komt hierop uit, dat op het einde van den tijd voor uitdelging, het gezamenlijk nationaal domein vermeerderd is met een volkomen lastvrij actief.

De Regeering vreest niet het te zeggen : 't is dank aan de rechtstreeksche of onrechtstreeksche opbrengst der kapitalen gebruikt tot het ontwikkelen der voortbrengende krachten der natie, dat het haar mogelijk is geweest, zonder verhooging van het bedrag der belastingen, in de Algemeene Begrooting te brengen bijna 27 millioen lasten genomen op de Buitengevone Begrooting, en terzelfdertijd te voorzien in nieuwe lasten zooals eene vermeerdering van ongeveer 11 millioen wegens de vergelding in zake militie en eene totale uitgaaf van 17 millioen voor de deelneming van den Staat bij de instelling der ouderdomspensioenen, zonder gewag te maken van de normale toeneming der kredieten die moeten dienen voor de verschillende openbare diensten ⁽¹⁾.

(1) Begrootingen van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1906. — Algemeene toelichting, hlz xxiii en xxiv.

